

accrue et l'imposition de normes plus sévères concernant le dégagement des gaz d'échappement ainsi que d'autres mesures de protection de l'environnement, sans compter la lenteur à développer de nouvelles sources d'énergie.

Effet de la pénurie de pétrole

Au moment de rédiger cet article, tout juste après la signature de l'accord de désengagement intervenu entre Israël et l'Égypte à la fin de janvier, il est encore trop tôt pour évaluer le succès politique des restrictions pétrolières imposées par les pays arabes. Il est évident que les États-Unis, alertés aux dangers de la situation, ont été amenés à réclamer plus énergiquement la tenue de négociations entre l'Égypte (qui détient la clé d'un règlement politique) et Israël. Il semblerait aussi que les États-Unis aient exercé auprès d'Israël une plus forte pression qu'auparavant, et que l'effort militaire des Arabes ait engagé les Israéliens à réévaluer la situation et à offrir des modalités d'entente plus acceptables aux pays arabes. Mais les négociations sont nécessairement très lentes et très compliquées, et on ne peut s'attendre à des résultats tangibles avant quelque temps encore. Cependant, pour la première fois depuis plusieurs années, il n'est pas utopique d'espérer, sinon un règlement définitif, du moins quelque chose de plus durable qu'un simple cessez-le-feu. Il semble bien qu'il fallait le double choc de la guerre et de la crise du pétrole pour en arriver à un tel résultat.

En ce qui concerne l'Europe et le Japon, l'arme du pétrole aux mains des Arabes semble aussi avoir eu du succès. L'Europe s'était déjà rendu compte de l'étendue de sa dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au cours de la crise de 1956, mais pour ce qui est du Japon, cette prise de conscience a eu l'effet d'un choc violent. Jusqu'en 1973, le Japon semble s'être comporté comme si la politique n'existait pas, et avoir cru qu'on pouvait maintenir un commerce florissant tout en évitant de s'engager politiquement, mais les récents événements au Moyen-Orient ont mis en doute les avantages d'une telle attitude apolitique. C'est pourquoi, par suite de la crise du pétrole, l'Europe et surtout le Japon ont ostensiblement cherché à se dissocier des États-Unis à l'égard du conflit israélo-arabe. Diverses déclarations ont été faites en vue de démontrer aux Arabes que les gouvernements en cause n'étaient pas tout à fait engagés du côté israélien. Ainsi, durant la guerre d'octobre, la plupart des pays de

l'OTAN ont refusé aux avions américains le droit de survoler leurs territoires, et aucun gouvernement européen n'a donné publiquement l'assurance qu'il compenserait, à même ses ressources, la pénurie de pétrole aux Pays-Bas causée par l'embargo arabe. Plusieurs pays, dont le Japon, ont offert une importante aide financière et technologique à l'Égypte, à l'Iran et à d'autres pays arabes, et les gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne et d'autres États négocient actuellement avec l'Arabie Saoudite et certains autres exportateurs des échanges d'armes contre du pétrole.

Les États-Unis portent le fardeau

Tout cela est très satisfaisant pour les pays arabes et aura, en dernier ressort, d'importantes conséquences diplomatiques. Pour l'instant, toutefois, les pays arabes sont conscients que seul le gouvernement américain peut forcer Israël à leur accorder les concessions minimales qu'ils jugent essentielles au règlement du conflit, et ce sont les États-Unis en réalité qui ont dû porter le fardeau des récentes négociations israélo-arabes.

Il reste néanmoins un très gros point d'interrogation. Les producteurs de pétrole, particulièrement les pays arabes, sont présentement en mesure d'exercer de très fortes pressions économiques et leur influence financière s'accroîtra considérablement au cours de la prochaine décennie. Mais cette énorme puissance économique et financière ne s'appuie aucunement sur une puissance politique ou militaire. Une telle conjonction de force et de faiblesse est lourde de danger. Depuis des siècles, les penseurs politiques font ressortir le fait que si l'or peut acheter des armes, les armes peuvent de leur côté s'approprier l'or. Si les producteurs de pétrole, et en particulier les Arabes, abusent de leur puissance économique ou politique, ils s'exposeraient à de rudes et coûteuses représailles. Il est clair que le schah d'Iran est bien conscient de ce danger et qu'il est décidé à ne pas s'y exposer inutilement. Il en est de même pour le roi Fayçal, bien que ce dernier soit soumis à une très forte pression de la part des radicaux arabes et des Palestiniens, qui poursuivent des objectifs distincts. On peut s'attendre à ce que certains groupes tentent de forcer la main du roi Fayçal et que, même s'il faisait tout en son pouvoir pour leur résister, personne ne peut prévoir avec certitude l'issue de cette rencontre de forces nombreuses et puissantes actuellement à l'œuvre.